Envoyé en préfecture le 13/07/2023
Reçu en préfecture le 13/07/2023
Publié le N° 2023_132
ID : 077-217704709-20230710-2023_132-AI

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DEPARTEMENT
SEINE - ET - MARNE

CANTON
OZOIR-LA-FERRIERE

COMMUNE
TOURNAN - EN - BRIE

VILLE DE TOURNAN-EN-BRIE
SERVICES TECHNIQUES

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT LA SOCIETE DECOTECH A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Maire de la ville de Tournan-en-Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié, portant réglementation d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée par divers arrêtés subséquents et notamment approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la 8ème partie du livre I – signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 mars 2015 fixant le montant des redevances d'occupation du domaine public,

Vu l'arrêté municipal N° 2020/081 en date du 1er juin 2020 donnant délégation de signature à M. Claude SEVESTE, Adjoint au Maire, délégué aux travaux et au cadre de vie,

Vu la non opposition à la Déclaration Préalable n° 077 470 22 T0079 délivrée le 21 février 2023,

Considérant la demande, en date du 03 juillet 2023, de la société DECOTECH, 18 A rue Pierre Dupont, 77160 SAINT BRICE, afin d'occuper le domaine public communal pour l'installation d'un échafaudage pour réaliser des travaux de couverture au droit de la façade du 15 rue de Paris,

ARRETE

ARTICLE 1 : La société DECOTECH, est autorisé à occuper le domaine public communal durant la période indiquée à l'article 2 sous réserve de règlement de la redevance d'occupation du domaine public fixée par délibération du Conseil Municipal ainsi que ses modalités d'application.

ARTICLE 2 :
Cette occupation est autorisée du 19 juillet 2023 au 26 juillet 2023 inclus.

ARTICLE 3 :
L'occupation est autorisée pour l'installation d'un échafaudage sur la période indiquée à l'article 2.

Ref. 201 503 Berger-Levrault (1012)

Envoyé en préfecture le 13/07/2023
Reçu en préfecture le 13/07/2023
Publié le
ID : 077-217704709-20230710-2023_132-AI

N° 2023_132

La superficie de l'emprise est de 9 m².

Le montant de la redevance est de 27€, il est calculé comme suit :
- 0 € la 1ère semaine soit du 19 juillet 2023 au 25 juillet 2023 inclus.

puis 3 €/m²/jour soit le 26 juillet 2023 :
- 3€ x 9 m² x 1 jours = 27 €.

(Conformément à l'article 4 de la délibération du Conseil Municipal N° 2015/024 du 5 mars 2015, les droits de voirie, d'un montant inférieur ou égal à 30 €, ne sont pas mis en recouvrement).

ARTICLE 4 :
La présente autorisation est valable sous condition du respect des modalités et conditions générales d'occupation du domaine public communal et du règlement de la redevance associée fixée par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 5 :
Si l'objet de l'autorisation nécessite la neutralisation de places de stationnement, le titulaire de la présente autorisation doit afficher le présent arrêté 48 heures avant le début de la date d'autorisation. En cas d'infraction, le véhicule concerné fera l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière aux frais du titulaire de l'infraction.

ARTICLE 6 :
Le titulaire de l'autorisation doit assurer le passage des piétons sous l'échafaudage en sécurisant les pieds de la structure de ce dernier.

ARTICLE 7 :

En cas de nécessité d'une signalisation, celle-ci sera conforme à la réglementation de signalisation susvisée et aux conditions suivantes :

- la benne ou le camion de stockage provisoire des déchets doit être protégé à l'aide de barrières ou bâche afin d'éviter tout déversement de déchets sur la voie public ou sur le trottoir pour la sécurité des piétons et voitures en stationnement ou en circulation.

- le titulaire du présent arrêté aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier de jour et de nuit et sa responsabilité pourra être engagée en cas d'accident ou dommage pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation ou protection, pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 8 :
Toute prorogation de l'autorisation devra faire l'objet d'une demande préalable auprès de la commune transmise dans un délai minimum de 15 jours.

ARTICLE 9 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

ARTICLE 10 :
- Monsieur le Sous-Préfet de Torcy,
- Monsieur le Commandant la Brigade de Gendarmerie,
- Madame la Cheffe de Police Municipale,
- Le Comptable assignataire,
- Le titulaire du présent arrêté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tournan-en-Brie, le 10 juillet 2023

Claude SEVESTE
Maire adjoint chargé des travaux et du cadre de vie